

Publication du rapport Mueller : le fantasme de l'impeachment de Donald Trump définitivement à l'eau



Le rapport de Robert Mueller sur les soupçons de collusion avec la Russie vient d'être dévoilé aux Etats-Unis. Donald Trump est-il vraiment le grand gagnant ?

Avec Jean-Eric Branaa

Atlantico : La publication du rapport de Robert Mueller sur l'affaire de la collusion avec la Russie a été l'occasion de révéler deux facettes du Président Donald Trump. La première est celle d'un homme acculé lors de la désignation de Robert Mueller, déclarant à ses conseillers « I'm fucked », soit « je suis foutu ». La seconde est celle d'un Président triomphant, postant sur Twitter un montage photo avec écrit « Game over » en police de caractère de la série télévisée Games of Thrones, comme si les manoeuvres politiques sournoises propre à la série avait été déjouées... Mais dans les faits, qui sort gagnant à la suite de la publication de ce rapport ?

Jean-Eric Branaa : Il y a un gagnant, c'est Donald Trump, car désormais l'enquête sur la collusion avec les Russes est terminée. La publication de ce rapport, quoi qu'on en dise, signifie qu'il n'y a plus d'enquête. Il ne peut plus être poursuivi et on ne peut plus retenir de charge contre lui alors même que le rapport laisse entendre qu'il était possible, peut-être, avec une enquête plus approfondie de trouver une charge contre le Président, mais qu'une telle enquête aurait demandé une recherche plus ample et plus fastidieuse sans certitude d'avoir des résultats avérés - c'est en substance ce que dit Robert Mueller.

On était dans une période vraiment très électrique aux Etats-Unis. Le « I'm fucked » qu'aurait prononcé Donald Trump est en effet pris tel quel dans le rapport montre bien que le Président avait envisagé un impeachment, qui est, rappelons-le, une procédure politique. Il avait alors considéré que le fait d'avoir un procureur spécial sur le dos allait le conduire directement devant la chambre des représentants et du Sénat pour un procès comme c'était arrivé pour Bill Clinton. Cette perspective a pu le mettre dans tous ses états, et lui faire très peur. Cela l'a amené à des écarts, qui sont considérés dans le rapport comme une potentielle entrave à la justice, sans qu'il soit possible de le prouver réellement, mais qui lui sont malgré tout reprochées. Il y a notamment la tentative de renvoi de Robert Mueller par Donald Trump qui est la seule vraie nouveauté de ce rapport.

Après, sur un plan plus politique, personne n'a gagné ni perdu. Les démocrates ont parfaitement le droit d'amener l'affaire, avec les éléments cités ci-dessus, devant le Congrès. Et dès lors lancer un impeachment. On parle de fait d'entrave à la justice dans ce rapport. Mais ils seraient tellement perdants qu'ils n'ont absolument pas intérêt à le faire.

Le rapport est assez largement censuré à différents niveaux de confidentialité. Le fait que la transparence ne soit pas parfaite - ce qui peut être compréhensible, ce niveau de responsabilité implique

des secrets d'Etat - peut-il être un argument pour les démocrates pour faire en sorte que cette affaire soit un boulet pour la fin de la présidence de Donald Trump ? Ou en a-t-il définitivement terminé ?

Ces grisés - ou zones caviardées comme on dit - vont toujours laisser planer le doute sur l'intégrité du rapport qui a été présenté au public. Vous pouvez bien entendu compter sur les politiciens pour en rajouter en expliquant que peut-être il se cache un détail absolument extraordinaire derrière ces noirceurs. Cependant, et cela a clairement été indiqué par le procureur lui-même à la remise du rapport, le document peut avoir des éléments protégés tout simplement parce que le code de procédure américain stipule que les délibérations du grand jury sont secrètes, de la même façon qu'une enquête d'un juge d'instruction doit rester secrète. C'est la même démarche, et la pierre de voute du système pénal américain. Il n'y a donc aucune raison qu'il y ait une exception pour ce rapport.

Il y aura donc deux types de politiciens, ceux qui vont honnêtement reconnaître que l'on apprend globalement rien de plus au bout des 400 pages de lecture si ce n'est l'épisode sur la demande d'éviction de Mueller, qui est croustillante mais n'amène pas de charge. Et d'autres exploiteront encore et encore les zones d'ombres. Mais on comprend que certains les exploitent chez les démocrates, car il s'agit pour eux d'atténuer le choc, même si celui-ci avait déjà été atténué par la synthèse du rapport présentée par William Barr au mois de mars. Car il s'agit pour eux de faire oublier qu'il n'y a pas de collusion et de conspiration entre la campagne de Donald Trump et la Russie. Aucune preuve n'a été trouvée à ce sujet-là. C'est la plus importante information de cette enquête, car la sécurité nationale était en jeu. Et comme William Barr l'a déclaré judicieusement, tous les Américains doivent s'en réjouir.

Dans son adresse sur Twitter, Donald Trump s'en est pris au « radical left démocrates » soit « l'extrême gauche démocrate ». Qui vise-t-il ? Les candidats qui ont déjà commencé leur campagne contre lui ?

Je ne pense pas. Ces derniers ont déjà pris leurs distances vis-à-vis du rapport. S'ils n'ont aucun problème à le désigner comme quelqu'un qui a un manque d'éthique et de moralité, le sujet de la campagne et de la collusion avec la Russie a été mis de côté depuis la publication de la synthèse n'est plus mis sur la table. Dans ce Tweet, Donald Trump s'adresse plutôt à ces nouveaux élus qui sont arrivés en 2018, notamment le trio Alexandria Ocasio-Cortez, Rachida Tlaib ou Ilhan Omar parce qu'elles ont été élues sur l'idée qu'il fallait destituer Donald Trump. Beaucoup d'électeurs s'étaient alors déplacés aux urnes dans cette idée. Aujourd'hui ces élues ont gagné leur place sur cette idée là. Rachida Tlaib avait d'ailleurs déclaré lors de son arrivée en poste qu'elle allait destituer « cet enculé ». On était vraiment dans une violence verbale qui montrait que ces nouveaux élus souhaitaient mener une véritable lutte frontale contre lui sur ce terrain. Désormais, ces derniers ne pourront plus utiliser l'enquête comme ils l'ont fait pour se faire élire.